



SPARC

Soutenir le Pastoralisme et
l'Agriculture durant les Crises
Récurrentes et Prolongées

ISSN 2977-9650
Décember 2025

RÉSUMÉ STRUCTURÉ

CAUSES PROFONDES DES CONFLITS ENTRE AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS ET LEUR IMPACT SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES LOCAUX

Études de cas au Soudan, au Nigeria et au Mali

Fiona Flintan, Magda Nassef, Baba Ba, Boubacer El Hadji Ba, Hussein M. Sulieman, Saleh Momale et Pilar Domingo

Motivation

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique ont fait l'objet d'une attention accrue ces dernières années dans les médias, les milieux universitaires et parmi les décideurs politiques. L'augmentation et l'intensification des conflits au sein des groupes et entre eux sont devenus particulièrement préoccupants. Malgré cette attention, une analyse systématique de la littérature sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs n'a toutefois révélé que quelques études approfondies. Les femmes et les jeunes étaient sous-représentés dans ces études.

Objectif

Nous avons cherché à comprendre les causes profondes et les répercussions des conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que les liens entre ces conflits et les systèmes alimentaires, tout en reconnaissant la nature politisée de ces conflits.

Approche et méthodes

Nous avons choisi trois sites à étudier, en fonction de leur histoire connue de conflits entre agriculteurs et éleveurs : au Soudan, dans le village d'Azaza Sogora, dans l'État de Gadarif ; au Nigeria, dans le quartier de Jangargari, dans la zone de gouvernement local d'Awe, dans l'État de Nasarawa ; et au Mali, dans la commune de Sio, dans la région de Mopti.

Nous avons mené des discussions de groupe entre 2023 et 2025, en utilisant des outils d'évaluation participative pour lancer et structurer les discussions. Il s'agissait notamment de cartographier les relations entre les parties prenantes, d'établir des calendriers et de dresser des arbres de conflits. Des entretiens avec des informateurs clés parmi les parties prenantes ont également été réalisés.

Conclusions

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont profondément enracinés dans une interaction complexe d'insécurité foncière, de marginalisation politique et d'affaiblissement des institutions gouvernementales, ce qui contribue à réduire la mobilité pastorale, à engendrer des conflits pour l'accès à la terre et à l'eau, à favoriser l'expansion agricole et à aggraver le changement climatique. Les systèmes alimentaires sont directement touchés par les conflits, ce qui accroît l'insécurité alimentaire locale et nationale.

Les femmes et les jeunes sont souvent marginalisés dans la résolution des conflits. Souvent présentés comme des victimes, leur potentiel en tant qu'artisans de la paix et parfois participants actifs à la résolution des conflits est largement méconnu. Les jeunes générations grandissent dans un climat de méfiance et d'hostilité qui entrave la consolidation de la paix.

Implications politiques

Il est nécessaire de mettre en place des politiques et des législations favorisant des systèmes d'attribution des terres sensibles au genre, qui tiennent compte des besoins des agriculteurs et des éleveurs et permettent aux femmes, aux jeunes et aux hommes de jouer un rôle central dans la prise de décision. Les plateformes multipartites peuvent s'avérer efficaces dans des contextes de plus en plus complexes et instables, en améliorant la communication et la confiance entre les acteurs.

Les interventions ascendantes qui encouragent le partage des ressources et la coopération peuvent renforcer la confiance et la cohésion des communautés, dont le dialogue pour la paix devrait faire partie intégrante. La diversification des moyens d'existence peut réduire la vulnérabilité aux conflits. Il est essentiel d'inclure les jeunes dans les plateformes et les processus formels et informels de résolution des conflits et de consolidation de la paix. Les technologies numériques peuvent améliorer l'efficacité des communications en matière de consolidation de la paix.

Financé par



Ces ressources ont été financées par une aide du gouvernement du Royaume Uni ; cependant, les avis exprimés ne reflètent pas nécessairement la politique officielle du Royaume Uni.